

Les candidats augmentent la cadence

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3560 - Dimanche 10 mai 2015 - Prix : 10 DA

Tizi Ouzou

La coordination des maires est née

Page 24

Pénurie et flambée des prix durant le ramadhan

Le gouvernement se veut rassurant

Page 3

Bensalah, Ouyahia, Saadani, Hanoune

Par Mohamed Habili

De même qu'il n'y avait pas eu la moindre logique dans le départ forcé d'Ahmed Ouyahia de la direction de son parti au début de 2013, il n'y en a non plus aucune dans le fait que les jours de son remplaçant, et non moins président du Sénat, Abdelkader Bensalah, soient désormais comptés au poste de secrétaire général du RND. Il transparait clairement dans les propos que les journaux ont prêtés à Bensalah, relativement à la destitution dont on le dit menacé, que son intention n'est pas de s'accrocher à une fonction que d'ailleurs il n'avait pas recherchée. Il a laissé clairement entendre qu'il ne demandait qu'à savoir ce qu'on voulait exactement de lui pour agir en conséquence. De fait, Bensalah n'est pas homme à aimer le conflit, et encore moins à prendre plaisir à ramer contre le courant dominant. Qu'on lui dise seulement ce qu'on attendait de lui, et en des termes policés de préférence, et on n'aurait pas à le lui répéter une deuxième fois. Tel est le message qu'il a transmis par presse interposée à qui de droit. Nul besoin par conséquent de lâcher contre lui quelque Yahia Guidoum haïeux, comme on l'a fait avec Ouyahia, qui lui n'a pas compris tout de suite que c'était sérieux, qu'il fallait qu'il parte avant qu'on en vienne au lynchage à son encontre. Il n'aurait qu'une seule exigence, ou plutôt espérance : le respect des formes et de sa personne.

Suite en page 3

180 tonnes de drogue saisies en 2014

Ampleur d'un fléau nommé cannabis...

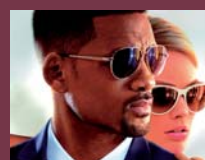


Le fléau gagne du terrain et prend des proportions dangereuses. Les investigations des enquêteurs ont souvent été révélatrices et les découvertes confirment les transformations en la matière. Au vu des derniers bilans publiés quotidiennement par les différents corps de sécurité sur les saisies de drogue durant les premiers mois de l'année, nous constatons une hausse plus qu'alarmante. Selon le commandant du groupement de la wilaya de Tlemcen de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mohamed Boualleg, plus de 181 tonnes de kif traité ont été saisies en 2014 à l'échelle nationale. Lire page 2

Une semaine d'information sur les dangers de la mer

«Les citoyens doivent être plus prudents en été»

Page 4



Du cinéma à la salle Ibn Khaldoun

Quatre films à l'affiche

Page 13

180 tonnes de drogue saisies en 2014

Ampleur d'un fléau nommé cannabis...

■ Le fléau gagne du terrain et prend des proportions dangereuses. Les investigations des enquêteurs ont souvent été révélatrices et les découvertes confirment les transformations en la matière. Au vu des derniers bilans publiés quotidiennement par les différents corps de sécurité sur les saisies de drogue durant les premiers mois de l'année, nous constatons une hausse plus qu'alarmante. Selon le commandant du groupement de la wilaya de Tlemcen de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mohamed Boualleg, plus de 181 tonnes de kif traité ont été saisies en 2014 à l'échelle nationale.



PH/DK

Par Meriem Benchaouia

L'Algérie est en passe de devenir un pôle important, non seulement de consommation et de production, mais aussi un centre de transit de drogue. Il semble que la consommation des stupéfiants en Algérie n'est plus un tabou. Elle est devenue un sujet ordinaire, associée aux exigences quotidiennes et urgentes du consommateur. Le fléau gagne du terrain et prend des proportions dangereuses. Les investi-

gations des enquêteurs ont souvent été révélatrices et les découvertes confirment les transformations en la matière. Au vu des derniers bilans publiés quotidiennement par les différents corps de sécurité sur les saisies de drogue durant les premiers mois de l'année, nous constatons une hausse plus qu'alarmante. Selon le commandant du groupement de la wilaya de Tlemcen de la Gendarmerie nationale, le lieutenant-colonel Mohamed Boualleg, plus de 181 tonnes de kif traité ont été saisies en 2014 à l'échelle nationale.

Les services de la Gendarmerie nationale ont traité l'an dernier 11 130 affaires de drogue qui se sont soldées par l'arrestation de 5 598 personnes, a indiqué le responsable lors d'une conférence de formation et de sensibilisation sur les effets de ce fléau. Le trafic de drogue connaît une recrudescence, a-t-il fait remarquer, signalant que plus de 23,397 tonnes de kif ont été saisies au courant du premier trimestre 2015 à travers le pays, dont près de 9,48 tonnes dans la seule wilaya de Tlemcen frontalière. Des statistiques de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie font état de saisie de plus de 35,397 tonnes de

kif traité, de plus de 84 kg de drogue dure (cocaïne) et de 197 616 comprimés psychotropes, selon le responsable qui a rappelé que plus de 7,23 quintaux de kif jetés par la mer ont été découverts en 2014 contre 5,09 qx en 2013. Pour sa part, le wali de Tlemcen, Saci Ahmed Abdelhafid, a souligné que ce phénomène, dont souffre la wilaya en tant que zone de transit de par sa position frontalière, a des dimensions dangereuses ayant un lien avec le crime organisé, le terrorisme et le blanchiment d'argent qui constituent une menace pour la sécurité et la stabilité du pays et de la société. Il a ajouté, dans ce sens, que la

toxicomanie influe négativement sur la santé, la moralité et la scolarisation des jeunes allant jusqu'à la prolifération de la criminalité. Par ailleurs, dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un camion transportant 700 kilogrammes de kif traité a été intercepté hier matin près de la localité d'El Hobba dans la wilaya d'El Oued, par un détachement de l'Armée nationale, a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Un détachement de l'ANP, relevant du secteur opérationnel d'El Oued a intercepté ce matin près de la localité d'El Hobba à El Oued, un camion chargé de 700 kilogrammes de kif traité», précise la même source. En effet, la «totalité» des quantités de résine de cannabis saisies, qui représente la plus grande quantité des drogues saisies en Algérie, provient du pays voisin, le Maroc, avait révélé le mois de février dernier le directeur général de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onltd), Mohamed Benhalla. Ces chiffres viennent conforter le rapport élaboré par l'Observatoire européen de toxicomanie et de drogue, publié à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la drogue et le trafic illicite, le 26 juin 2014. Selon ce rapport, le Maroc a maintenu sa place de principal pays exportateur de résine de cannabis (haschich) vers les pays européens.

M. B.

Karim Tabbou en meeting à Kherrata :

«La révision de la Constitution est une perte de temps...»

LE PORTE-PAROLE de l'Union démocratique et sociale (UDS), parti non agréé encore, Karim Tabbou, a abordé dans un meeting populaire, animé à l'occasion du 70^e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, beaucoup de sujets liés à l'actualité nationale allant de la révision de la Constitution jusqu'au gaz de schiste en passant par la corruption et la situation sociale des Algériens. Ainsi, il dira que «les promoteurs du projet de révision de la Constitution croient pouvoir gagner du temps, mais ils ne font qu'en perdre au pays et aux Algériens». Il fera le lien, dans ce sens, aux Constitutions élaborées depuis 1962 qui ont eu, de son avis, «une validité de 2 ans». L'orateur s'est interrogé : «Comment peut-on permettre à un terroriste de participer à des consultations sur le projet de la Constitution et parallèlement empêcher un universitaire de créer son parti qui est un droit constitutionnel ?». Il critiquera par la suite l'administration qui tarde à délivrer à l'UDS le récépissé pour la tenue de son congrès constitutif. A propos des affaires de corruption qui gangrènent le pays, M. Tabbou estime qu'«il n'y a pas de lignes rouges à ce sujet». L'ex-premier secrétaire du FFS a plaidé pour «un état et une justice indépendante pour en finir avec ce mal qui ronge le pays de bout en bout». Au sujet de l'exploration du gaz de schiste à l'origine d'un mouvement de contestation dans le sud du pays, le chef de file de l'UDS a estimé que «ce problème est purement politique». Apportant son soutien aux populations du pays, il dira : «Nous n'acceptons pas que les richesses de notre sous-sol soient négociées par des personnes qui ne sont pas mandatées par le peuple». «Justement, dit-il, le problème du gaz de schiste est le problème de tout le peuple».

H.C.

Préparation du Bac

Les candidats augmentent la cadence

Quelques semaines à peine séparent les élèves de terminale de l'examen final du baccalauréat. En pleine concentration, les bacheliers accélèrent le rythme des révisions et consacrent quelque temps aux traitements des sujets des précédentes années. Leur premier espoir est d'affronter les jours d'examens avec un moral au beau fixe.

Ils mènent une véritable course contre la montre. Le temps est devenu plus que jamais précieux. Les élèves de troisième classe secondaire ont changé de vision quant à la manière d'aborder le reste de leur temps, ils se regroupent de plus en plus, dans les centres culturels, les maisons de jeunes et autres lieux où l'on trouve du calme et plus de chance pour s'exprimer et échanger leurs connaissances. Ces rencontres se tiennent régulièrement et les élèves n'éprouvent aucun désir pour autre chose à l'exception de études. Ils sont unanimes à dire qu'il s'agit de leur rôle cette

fois-ci : «Le Bac est en tout cas un travail individuel, la prise en charge par l'établissement est finie».

A l'approche du Bac qui coïncide souvent avec l'ouverture de la saison estivale, la canicule commence et les lycées semblent être désertés par les élèves.

En mai, ils redoublent d'efforts, font des résumés concrets sur les longs cours théoriques, attaquent les matières essentielles du début à la fin et une grande part de leur temps est consacrée aux devoirs et exercices. Pour eux, ce mois qualifié de décisif leur permet de se fixer un planning de révision et de viser le plus loin possible à mesurer qu'ils avancent dans le programme officiel. Sur les tables, il n'y a pas que les livres scolaires, mais également des «Bordas», dictionnaires, petits manuels et un bon nombre de sujets des épreuves du baccalauréat des années précédentes. L'heure de la totale concentration est au ren-

dez-vous, les élèves de terminale se comportent comme des êtres «purifiés» de tout lien qui ne correspond pas au savoir et à la connaissance. Il semble bien que les empêchements qu'a connus le lycéen cette saison ont l'air d'être relégués aux oubliettes, les élèves ne jurent que par le travail, seul moyen de concrétiser leur but. En outre, la plupart des candidats espèrent être soutenus dans cette mission, ce qui est du ressort des parents et autres spécialistes de l'éducation.

Les élèves sont d'avis qu'ont n'obtient pas le Bac en se croisant les bras, affirmant aussi qu'il pourrait leur tourner le dos même s'ils sont bien outillés. Ils commencent à voir plus loin, considérant que l'ayant ou pas ne change rien. «Ce qui est intéressant, c'est de savoir comment l'obtenir avec mention», soutiennent les futurs universitaires.

Hani Tiouane

Pénurie et flambée des prix durant le ramadhan

Le gouvernement se veut rassurant

■ Avec des réserves de change affectées par la chute des prix du pétrole et l'urgence de réduire les importations, le gouvernement se préoccupe de la paix sociale pour le mois de ramadhan attendu pour la mi-juin.

Par Nacera Chennafi

Le gouvernement a déjà entamé la préparation du mois de ramadhan, un mois qui a toujours été marqué par une flambée des prix hors de tout contrôle. A cet effet, l'Exécutif ne veut pas se retrouver face à une pénurie et essaiera d'équilibrer les prix, même si, le discours véhiculé à chaque fois par rapport à la flambée des prix est que ces derniers «sont libres». Pour ce ramadhan, le secteur du commerce va mobiliser 6 000 agents de contrôle de la qualité et des prix, qui vont travailler même durant les week-ends. Le contrôle portera notamment sur les produits alimentaires sensibles (viandes, pâtisserie...) et sur les conditions d'hygiène ainsi que sur le respect des prix réglementés (huile, sucre, lait...).

Dans ce contexte, des réunions regroupant ce ministère avec les différents offices de régulation et des unités de production (Oaic, Onil, Onilev, les groupes Giplait, Eriad...) se sont tenues récemment afin de s'assurer de la disponibilité des produits alimentaires durant le ramadhan qui débutera vers la fin de la 3^e semaine de juin. C'est ce qui a été indiqué hier par le directeur général de la régulation auprès du ministère du Commerce, Abdelaziz Aït Abderrahmane.

Ces réunions vont se poursuivre jusqu'à début juin prochain, selon ce responsable qui rassure que «les produits alimentaires seront disponibles en quantité et en qualité».

Ainsi, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (Oaic) dispose d'un stock de



P.M.D. R.

près d'un million de tonnes de blé tendre, destiné notamment à la fabrication du pain et de la pâtisserie.

Selon le représentant du ministère du Commerce «cette quantité devra couvrir les besoins du marché national jusqu'à 300 jours».

Il faut signaler que durant le mois de ramadhan, les habitudes de consommation des Algériens changent et consacrent le phénomène de gaspillage notamment le pain. L'année dernière, 50 millions de baguettes ont été vendues dont 10 millions ont fini dans les poubelles.

Selon l'Union nationale des boulangers algériens, la consommation atteint habituellement 25 millions de baguettes par jour durant ce mois de jeûne, soit l'équivalent de 5 tonnes de farine par jour.

Pour le lait, l'Office national interprofessionnel du lait (Onil) a aussi renforcé ses stocks sachant que la demande en lait pasteurisé augmente sensiblement durant le ramadhan.

A fin février 2015, cet Office disposait de 84 907 tonnes de poudre de lait importée et destinée exclusivement à la fabrication du lait pasteurisé conditionné en sachet cédé au consommateur au prix administré de 25 DA le litre. A ce propos, M. Aït Abderrahmane affirme que «cette quantité couvrira les besoins du marché jusqu'à la fin de l'année 2015».

Pour faire face à la forte demande durant le ramadhan, l'Onil prévoit d'augmenter de 10% les quotas attribués aux laiteries pour la production du lait en sachet.

Concernant les légumes, l'Office national interprofession-

nel des légumes et viandes (Onilev) va mettre sur le marché une quantité de 10 000 tonnes de poulet congelé, alors que le groupe public chargé de l'approvisionnement en production animale interviendra par l'importation des viandes rouges congelées afin de combler le déficit sur le marché et permettre aux petites bourses d'accéder à ce produit particulièrement prisé durant ce mois. Le marché devra également être suffisamment approvisionné en produits agricoles frais puisque le mois de ramadhan coïncidera avec la saison des récoltes, notamment de la pomme de terre, de l'oignon et de la tomate. Mais, il faut attendre le mois sacré pour savoir si l'engagement du gouvernement et les différentes mesures seront respectées car la spéculation a déjà affirmé sa puissance durant les années précédentes. D'autre part, la disponibilité est également synonyme de gaspillage ; d'ailleurs selon des précédentes révélations de l'Union nationale des commerçants et artisans algériens (Ugcaa), le coût du gaspillage alimentaire dépasserait cette année les 500 milliards de centimes. Les Algériens vont consommer plus de 100 millions de quintaux de fruits et légumes durant le mois sacré. Ils gaspillent entre 5 et 10 millions de quintaux de produits alimentaires annuellement depuis quelques années. Le gaspillage alimentaire touche également la consommation de lait. L'Union a indiqué que les Algériens achètent environ 150 millions de litres de lait dont 12 millions partent à la décharge durant le carême.

N. C.

Premier Salon de l'étudiant du 09 au 11 mai

Engouement particulier pour les stands étrangers

Les stands du premier Salon de l'étudiant tenu à Oran ont été pris d'assaut hier par les étudiants. Mais ceux qui proposaient des formations à l'étranger tel le Canada, la France et les Etats-Unis, ont connu une affluence particulière. S'adressant aux lycéens, étudiants, opérateurs nationaux et internationaux de l'enseignement supérieur et de la formation, aux universités, instituts, écoles, centres de formation, et autres recruteurs, la première édition du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives Khotwa, à ouvert hier ses portes au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran.

Le premier Salon de l'étudiant a connu hier, une grande affluence de lycéens, d'étudiants et de diplômés demandeurs d'emploi. Les stands des ambassades, des instituts et autres organismes étrangers ont été pris d'assaut par des étudiants intéressés par des études à l'étranger. Les étudiants affichaient clairement leurs préférences pour les études sous d'autres cieux.

Au premier jour de ce Salon qui se tient à Oran, l'intérêt des étudiants qui cherchent des études à l'étranger était impressionnant. Ils étaient nombreux à se rendre directement au niveau des stands français, canadien et

américain, à la recherche de renseignements au sujet des modalités d'inscription dans les universités étrangères. Trois ambassades (Etas-Unis, Canada et France) ont leurs stands au Salon pour informer les visiteurs sur les différentes formations proposées dans ces trois pays, les conditions d'y accéder et les différents programmes de formation dispensés. Ces étudiants soutiennent que le coût des études dans un autre pays ne les décourage pas car expliquent-ils, c'est surtout le fait de découvrir la vie ailleurs et d'avoir plusieurs opportunités d'emploi.

Le Salon était une opportunité en or pour les étudiants leur permettant de rencontrer différents intervenants afin de mieux planifier leur avenir et connaître les différentes perspectives qui s'offrent à eux. Le Salon de l'étudiant qui se poursuivra jusqu'à demain comprend un espace dédié aux conférences, à des ateliers et à des «coachings» sur plusieurs thèmes. Les étudiants peuvent également mesurer leur degré de compétence dans certaines spécialités et passer des tests de niveau, notamment en ce qui concerne les langues étrangères.

«Le Salon offre à toutes les catégories ciblées une occasion de s'informer sur les

choix d'études, de découvrir les différentes formations et de les orienter dans leurs plans de carrière et leurs projets futurs», a indiqué Zaki Soufi, représentant de l'agence «Win Adverts Agency», organisatrice de l'événement. «L'autre but recherché est d'initier la culture de la formation continue depuis le lycée jusqu'au monde du travail», a ajouté la même source.

Plusieurs établissements scolaires, publics et privés, ont prévu des sorties pédagogiques à ce Salon pour leurs élèves, devant leur permettre de s'informer des différentes formations et profiter des conseils de professionnels sur les cursus de formation et les plans de carrière, a-t-on encore indiqué. Les différents stands du Salon de l'étudiant et des nouvelles perspectives, qui prévoit de recevoir quelque 10 000 visiteurs durant ces trois jours, sont occupés par des écoles de formation publiques et privées et des universités.

L'Anem et l'Ansej tiennent des stands pour informer sur les différents dispositifs d'emploi créés par l'Etat et les possibilités d'investissement et de création de micro-entreprises.

Louiza Ait Ramdane

LA QUESTION DU JOUR

Bensalah, Ouyahia, Saadani, Hanoune

Suite de la page une

Si demain, la pétition, dûment approuvée, dit-on, par la quasi-totalité des membres du conseil national, lui était remise, il rédigerait sans plus attendre sa lettre de démission, à supposer qu'elle ne le soit pas déjà, dans l'attente d'être signée et expédiée. S'il y a quelqu'un qui n'est pas dans cette disposition d'esprit, et qui lui, placé dans la même situation, ferait de la résistance jusqu'au bout, c'est Amar Saïdani, son homologue du FLN. Attaqué à l'intérieur par les redresseurs, vilipendé à l'extérieur par la presse, il va son bonhomme de chemin, sans se laisser le moins du monde déstabilisé, ni détourné du but qu'il s'est fixé : la tenue du dixième congrès, fixé pour dans quelques jours désormais. Les redresseurs se sont lancés dans une sorte de bataille de procédure pour le faire reporter, mais dont tout indique qu'elle est perdue d'avance. Belayat devrait prendre sa retraite, d'évidence il n'a plus la main, son «putsch scientifique» a lamentablement échoué. Ce n'est pas lui qui à la dernière minute produirait une pétition comme celle que les amis d'Ouyahia, dont la plupart ont été aussi ceux de Guidoum, vont sûrement se décider à envoyer à Bensalah, mettant de la sorte fin à ses doutes et interrogations, le restituant tout entier à sa charge douillette de président du Conseil de la nation, qui fait de lui le deuxième personnage de l'Etat après Bouteflika. Hors les riches lambris, il y a Louisa Hanoune, toujours en guerre contre l'oligarchie et les ministres délinquants, comme elle n'a pas hésité à les qualifier. Ceux-ci seraient bien plus nombreux qu'on l'a cru d'abord sur la foi de ses premières déclarations sur ce thème. Ils formeraient 30% du gouvernement, pas moins. Pour aboutir à ce chiffre rond, la secrétaire générale du PT a dû avoir la liste des ministres corrompus pour leur propre compte ou au profit de l'oligarchie, et rapporter leur nombre à celui de l'ensemble des membres du gouvernement. C'est mathématique. Sauf qu'il lui est arrivé de se couper, de dire autre chose, à moins évidemment que ce soit les journalistes qui ont déformé ses propos, ou qui les ont mal compris. C'est ainsi qu'elle a avoué ne détenir aucun dossier, en se disant prête à livrer à la justice tous ceux qui lui tomberaient entre les mains. Pour porter des accusations gratuites de cet ordre, il faut soit se sentir suffisamment protégé pour ne pas avoir à rendre des comptes, soit ne pas disposer de toute sa raison.

M. H.

Une semaine d'information sur les dangers de la mer

«Les citoyens doivent être plus prudents en été»

■ Une semaine de sensibilisation sur les dangers de la mer, la prévention des incendies de forêt et les accidents de la circulation sera organisée au centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger à partir d'aujourd'hui jusqu'au 16 mai par la Protection civile.

Par Thinhinene Khouchi

Les quelques jours passés nous ont donné un avant-goût de la chaleur qu'on aura le mois prochain. En effet, un mois à peine nous sépare du coup d'envoi officiel de la saison estivale 2015. Les préparatifs pour assurer un climat favorable et sécuritaire aux estivants sur les villes côtières, notamment à Alger, sont presque finis. Le wali d'Alger a souligné au cours d'une visite à Alger que «70 plages seront ouvertes à la baignade durant cette saison estivale». Il a précisé dans ce sens que «sur les 70 plages ouvertes, 41 dépendent en matière de

sécurité de la Gendarmerie nationale et 29 de la sûreté de wilaya». Pour sécuriser ces plages, le wali a fait savoir que «des détachements de la garde communale seront présents dans 9 plages et coordonneront leurs efforts avec la gendarmerie ou la police, en fonction de la compétence territoriale». En ce qui concerne l'hygiène au niveau des plages, le premier responsable de la capitale a indiqué que «les établissements de wilaya, Netcom et Extranet, ont été chargés d'assurer ce travail dans ces plages en procédant à la collecte et à l'évacuation des déchets de façon continue».

Et afin de prévenir des dangers qui peuvent nuire à la sécurité des estivants, une semaine de sensibilisation sur les dangers de la mer, la prévention des incendies de forêt et les accidents de la circulation est organisée au centre culturel Mustapha-Kateb d'Alger, le coup d'envoi a été donné aujourd'hui et elle se poursuivra jusqu'au 16 mai prochains. La direction de la Protection civile de la wilaya d'Alger indique dans un communiqué que cette manifestation connaîtra la participation de nombreux services dont ceux de la gendarmerie et de la Sûreté nationale et les directions de la santé et de la population. Il y aura aussi la



Ph/DR

Performance d'une entreprise de solutions technologiques d'Oran Un simulateur de conduite de camions et de bus réalisé

UN SIMULATEUR de conduite de camions et de bus, premier du genre en Algérie, vient d'être réalisé par une petite entreprise algérienne spécialisée dans les solutions technologiques «Eurl Nerren» basée à Oran, a-t-on appris samedi de son directeur général.

Ce simulateur, d'une performance aux standards internationaux, permet aux conducteurs, dans le cadre de leur apprentissage, de réaliser des manœuvres réelles des bus et camions, a expliqué à l'APS Taleb Mahir, soulignant que cet appareil, conçu et réalisé par de jeunes chercheurs algériens en collaboration avec l'entreprise de transport urbain d'Oran (ETO), est adapté aux différents climats.

Par ailleurs, un autre appareil de billettique à trois systèmes intégrés de géo-localisation, de contrôle de régulation et de validation avec interopérabilité, vient d'être conçu et réalisé par cette Eurl, créée il y a à peine six mois, a ajouté le même responsable.

Cet appareil à usage unique est intégré au Global positioning system (GPS) qui renvoie les données sur la billettique et la recette journalière à l'unité centrale au niveau de l'administration, a-t-on indiqué. Une exposition de ces nouveaux produits est prévue lundi prochain au Centre des conventions d'Oran (CCO) à l'occasion d'une journée d'étude sur la sécurité routière, co-organisée par la direction des transports et l'Assemblée populaire de wilaya, a annoncé le directeur général de l'ETO, Faouzi Berber. APS

présence des services des forêts et ceux du tourisme et de l'artisanat. Durant cette semaine d'information, des conseils sur la prévention et la sécurité seront donnés aux visiteurs pour leur inculquer la culture de la prévention afin de minimiser les risques auxquels ils sont exposés, souligne le communi-

qué. En ce qui concerne les dangers de la mer, la Protection civile assure et affirme que les plages interdites à la baignade ainsi que le non-respect de la météo sont la principale cause de noyade en Algérie. En effet, des chiffres alarmants sont enregistrés chaque année. Par ailleurs, la Protection civile dit

que le taux d'accidents de la route est hautement plus élevé que les autres accidents, les conducteurs abusent souvent pendant les trois mois d'été de la vitesse. En voulant fuir la chaleur extérieure, ils finissent par sacrifier leur sécurité et celle de leur famille.

T. K.

Ports de pêche de Beni Saf et Bouzedjar

Enlèvement de six tonnes de déchets

Plus de six tonnes de déchets ont été enlevés samedi aux ports de pêche de Beni Saf et Bouzedjar, lors d'une opération de nettoyage marquée par la participation d'élèves d'établissements scolaires et de jeunes scouts.

Des travailleurs et cadres du secteur de la pêche et autres plongeurs professionnels ont pris part, également, à cette opération intitulée «Ports bleus», organisée par la direction de la pêche et des ressources halieutiques en collaboration avec ses partenaires.

Cette action, initiée par le ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, a enregistré la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour assurer

son bon déroulement. Ces moyens ont permis d'enlever pas moins de six tonnes de déchets du fond de ces deux ports (sacs en plastique, bouteilles, pneumatiques et autres déchets) dont cinq tonnes au port de pêche de Bouzedjar, a-t-on indiqué.

Outre le nettoyage des ports, cette action vise à sensibiliser les différents intervenants au niveau des ports pour garder ces lieux propres, évitant surtout les rejets de matières non dégradables. Elle sera reconduite régulièrement pour maintenir ces ports bleus et propres, a-t-on signalé.

Cette opération, dont le coup d'envoi a été donné au port de pêche de Beni Saf par les autorités locales en présence d'un représentant du ministère de la Pêche et du mou-

vement associatif versé dans la protection de l'environnement.

A Beni Saf, on a relevé la contribution de l'école de formation de pêche, dont les travailleurs, des enseignants et autres stagiaires.

Au port de Bouzedjar, deux camions et trois tracteurs ont été mobilisés pour la récupération et le rejet à des endroits appropriés des déchets enlevés du plan d'eau.

Cette opération ne manquera pas, par ailleurs, de réduire les effets de pollution du littoral, notamment au niveau de la plage de Sidi Boucif qui est interdite à la baignade au titre de cette saison estivale 2015, a-t-on encore souligné.

Halim N.

Opération ports bleus

L'ancien port d'El Kala débarrassé de près de 30 tonnes de déchets

Près de 30 tonnes de déchets et de détritus ont été enlevés samedi de l'ancien port de pêche d'El Kala (El Tarf) dans le cadre de l'opération «Ports bleus» qui en est à sa 3^e édition.

Le coup d'envoi de cette action a été donné par les autorités locales en présence d'un représentant du ministère de la Pêche et des Ressources halieutiques, Farid Naït Djoudi, qui a souligné, à cette occasion, les dimensions environnementale et écono-

mique de cette opération à caractère national. Destinée à débarrasser les bassins portuaires des déchets flottants ou jonchant les fonds marins, cette opération a vu la participation, à El Kala, de 60 plongeurs et des stagiaires de l'école technique de la pêche et de l'aquaculture d'El Kala, en plus des travailleurs de plusieurs autres services comme les travaux publics, l'environnement et le tourisme. Près de 300 pneumatiques et autres objets hétéroclites (branchages, bouteilles,

chiffons, morceaux de tôle) ont été récupérés au cours de cette opération qui a également donné lieu à diverses activités d'animation.

Organisée par la direction de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques, en coordination avec la chambre de la pêche et de l'aquaculture, cette action a également porté sur le nettoyage du plan d'eau du barrage de Cheffia.

Yanis B.

Durant le 4^e trimestre 2014

Amélioration de l'activité commerciale

■ L'activité commerciale s'est améliorée durant le 4^e trimestre 2014, après un recul, particulièrement pour le commerce de la droguerie, quincaillerie, appareil, électroménager et parfumerie et le commerce multiple, selon une enquête de l'Office national des statistiques.

Par Kamel L.

Après un recul durant le 3^e trimestre de l'année dernière, l'activité commerciale s'est améliorée en général les trois derniers mois de 2014, avec une augmentation pour le commerce de la DQAEMP et le commerce multiple. Par ailleurs, elle est restée stable selon les détaillants, notamment de l'agro-alimentaire et des textiles habillement et cuirs, note cette enquête sur la situation et les perspectives dans le commerce. En effet, la demande en produits commerciaux a suivi la même tendance haussière, enregistrant une augmentation, selon les commerçants grossistes et détaillants, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants et celui de la DQAEMP. L'enquête, qui a touché 533 entreprises commerciales dont 255 publiques et 278 privées, relève que les prix de vente sont plus élevés par rapport au trimestre précédent, notamment ceux des textiles, habillement et cuirs et de la DQAEMP. Par ailleurs, ils sont jugés moins élevés selon ceux des machines et matériaux



PHOTO: R.

d'équipement. Selon l'ONS, la plupart des commerçants enquêtés se plaignent des longs délais de livraison, de l'éloignement des centres d'approvisionnement et

de la lenteur des formalités d'acquisition de marchandises. Près de 63% des grossistes et plus de 20% des détaillants relèvent avoir enregistré des ruptures de stocks

de produits, notamment pour le commerce des combustibles et lubrifiants. Près de 40% des grossistes et la majorité des détaillants, touchés par l'enquête,

se sont approvisionnés, durant le dernier trimestre de l'année dernière, auprès du secteur privé uniquement, principalement pour les textiles, habillement et cuirs, la DQAEMP et des machines et matériel d'équipement. Par ailleurs, plus de 95% des commerçants de l'agro-alimentaire et plus de 65% de ceux des matières premières et demi-produits se sont approvisionnés auprès des secteurs public et privé à la fois. Les prix d'acquisition des produits sont stables selon la majorité des commerçants touchés par l'enquête, néanmoins près de 15% des détaillants les trouvent plus élevés, notamment ceux du commerce multiple et à un degré moindre ceux de la DQAEMP. La majorité des commerçants (grossistes et détaillants) affirment également avoir acheté leurs marchandises en première main, à l'exception des commerçants du multiple et du divers. Le taux de satisfaction des commandes est supérieur à 50% par rapport aux besoins exprimés, selon la majorité des grossistes, notamment ceux de l'agro-alimentaire et des machines et matériels d'équipement. Par ailleurs, ce taux (de satisfaction) est jugé inférieur de 50% par plus de 80% des détaillants. A l'exception des commerçants de l'agro-alimentaire et du multiple et à un degré moindre ceux du textile, habillement et cuirs qui jugent la qualité et le conditionnement du produits «moyens», le reste des enquêtés les voient «bons». En outre, près de la totalité des commerçants détaillants et plus de la moitié des grossistes disposent de leurs propres moyens de transport. Quant à l'état de la trésorerie, il est jugé «moyen» par la majorité des grossistes et selon 58% des détaillants, alors qu'il est «mauvais» pour près de 16% des détaillants. Plus de la moitié de ces derniers ont eu recours à des crédits bancaires dont plus de 77% ont déclaré avoir des difficultés à contracter des prêts. K. L.

Entreprise Lafarge-Souakri

La nouvelle cimenterie de Biskra opérationnelle en août

La cimenterie, créée en joint venture en 2014 entre Lafarge Algérie et l'entreprise privée algérienne Souakri, entrera en activité en août prochain, a indiqué hier le P-DG de Lafarge Algérie, Eric Meuriot. Avec un coût d'investissement de 30 milliards de DA, ce projet est détenu à raison de 51% par l'entreprise Souakri et de 49% par le cimentier français en vertu de la règle régissant les investissements mixtes entre les sociétés algériennes et étrangères. Meuriot précise que cette cimenterie, installée à Biskra, livrera son premier sac de ciment en août 2015 et entrera en pleine production en 2016 pour fabriquer 2,7 millions de tonnes par an (t/an), et devra entraîner la création de 600 emplois directs et plus de 2 400 emplois indirects. Implantée en Algérie depuis 2002, Lafarge-Algérie détient des cimenteries à M'sila (5

millions t/an) et à Mascara (3 millions t/an), sachant qu'avec l'entrée en production de la cimenterie de Biskra, la production globale de ce groupe sera portée à 10,7 millions t/an. Il détient, également, en partenariat avec le Groupe public industries ciments d'Algérie (Gica) la cimenterie de Meftah (1 million t/an). Relevant l'importance du rapprochement du consommateur final au producteur avec la mise en place de centres de distribution, il explique que l'objectif du réseau commercial établi à l'échelle nationale est de «garantir la disponibilité du ciment à des prix stables loin de toute spéculation dans un contexte marqué par les encouragements des autorités publiques à consommer des produits fabriqués en Algérie». Selon lui, au rythme actuel de la croissance continue de la production assurée par les différentes entre-

prises de fabrication du ciment (Gica, Lafarge Algérie...), le marché algérien devra être «autosuffisant» en ciment à l'horizon 2016-2017. Actuellement, l'Algérie dispose de 14 cimenteries publiques et privées d'une capacité de production globale de près de 19,5 millions t/an alors que la demande est de 24,5 millions t/an, soit un déficit de 5 millions t/an, rappelle-t-on. Cet écart est comblé par les importations dont la facture a coûté, rien que pour l'année 2014, un montant de 513 millions de dollars, en hausse de plus de 28% comparativement à 2013. Le groupe Gica détient le marché du ciment à hauteur de 59% (11,6 millions t/an) et devra porter sa production à 18,5 millions t/an à fin 2017, alors que les 41% restants du marché du ciment sont couverts par le secteur privé et les importations. Souad B.

Matières premières

Les cours tirent profit d'un dollar affaibli

Les cours des matières premières échangées sur les marchés internationaux ont, dans l'ensemble, de nouveau profité, la semaine dernière, d'un affaiblissement du dollar, alimenté par des inquiétudes sur la vigueur de la reprise économique des Etats-Unis. L'affaiblissement du dollar rend plus attrayant car moins onéreux les achats, libellés en dollar, de matières premières pour les investisseurs munis d'autres devises. Les cours du pétrole ont fait du surplace la semaine dernière, le marché tentant de se faire une meilleure idée des perspectives d'offre et de demande, en particulier aux Etats-Unis. A Londres, le cours

du baril de Brent pour livraison en juin a reculé à 65,39 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), contre 65,94 dollars le vendredi précédent. Le prix du baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en juin est monté à 59,39 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), contre 58,82 dollars le vendredi précédent. Le cours du sucre est redescendu de ses sommets de la semaine dernière, le café a souffert de perspectives d'une meilleure production au Brésil, tandis que le cacao a poursuivi sa progression, toujours soutenu par des inquiétudes sur la récolte au Ghana. Le sucre a connu une semaine sans grand mouvement, baissant

légèrement après avoir atteint la semaine dernière un sommet en deux mois et demi à Londres. A Londres, la tonne de sucre blanc pour livraison en août valait 373,60 dollars, contre 377,20 dollars le vendredi précédent. A New York, la livre de sucre brut pour livraison en juillet valait 12,96 cents, contre 13,16 cents sept jours auparavant. De son côté, le café a souffert de données laissant entrevoir une bonne récolte au Brésil, de loin le plus gros producteur au monde. Sur le Liffe de Londres, la tonne de Robusta pour livraison en juillet valait 1 753 dollars vendredi, contre 1 792 dollars le vendredi précédent. Sur le ICE Futures US de

New York, la livre d'Arabica pour livraison en juillet valait 135,95 cents, contre 137,30 cents sept jours auparavant. A Londres, la tonne de Cacao pour livraison en juillet valait 2 008 livres sterling, contre 2 010 livres sterling le vendredi précédent. A New York, la tonne pour livraison en juillet valait 2 959 dollars, contre 2 938 dollars sept jours plus tôt. Les prix du blé et du soja ont monté, avant des chiffres officiels très attendus sur l'état de l'offre et de la demande, mais ceux du maïs sont restés stables. Le boisseau de blé pour juillet valait 4,8150 dollars, contre 4,7400 dollars à la clôture de vendredi dernier (+1,58%). Le boisseau de maïs

(environ 25 kg) pour livraison en juillet, le plus échangé, a terminé à 3,6300 dollars, exactement comme la semaine précédente. Le boisseau de soja pour juillet coûtait 9,7625 dollars, contre 9,6475 dollars précédemment (+1,19%). L'or s'est repris mais a tout de même peiné à profiter d'un affaiblissement du dollar, une forte hausse des taux obligataires détournant l'attention des investisseurs spéculatifs. Sur le London Bullion Market, l'once d'or a terminé à 1.186 dollars vendredi, contre 1 175,95 dollars le vendredi précédent. L'once d'argent a clôturé à 16,31 dollars, contre 16,17 dollars il y a sept jours. R.E.

Travaux de réhabilitation de la Casbah de Dellys

L'antique mosquée El Islah ouverte aux fidèles

■ Elle a été aménagée en hôpital militaire par le colonialisme français en 1844 avant de devenir une mosquée avec une architecture maghrebo-andalouse sur les hauteurs de la ville en 1847. La mosquée, faut-il le rappeler, a été endommagée par le fort séisme du 21 mai 2003 de Boumerdès.

par A. Kichni

L'antique mosquée «El Islah», située au centre de la Casbah de Dellys et dont la construction date depuis l'empire ottoman, a ouvert ses portes aux fidèles en présence des autorités locales, des directeurs de la culture et des affaires religieuses et des wakfs. Elle a été aménagée en hôpital militaire par le colonialisme français en 1844 avant de devenir une mosquée avec une architecture maghrebo-andalouse sur les hauteurs de la ville en 1847. La mosquée, faut-il le rappeler, a été endommagée par le fort séisme du 21 mai 2003 de Boumerdès. Ses murs ont été fissurés et sa toiture s'est effondrée. Raison pour laquelle les services techniques l'ont classée orange et par conséquent nécessite des



travaux d'aménagement et de réhabilitation spécifiques à son caractère architectural arabe. Ainsi, une enveloppe de pas moins de 50 000 000 DA a

été allouée par le secteur de la culture, puisqu'il s'agit d'un monument historique protégé situé au cœur de la vieille Casbah. Ce montant est destiné

aux travaux de rénovation et de restauration de l'édifice, a indiqué Omar Kebour, le directeur de la culture de Boumerdès.

Le directeur des affaires religieuses et des wakfs, Chetta Atti, dans son discours d'ouverture a indiqué que cette mosquée pouvait accueillir plus de 1 000 fidèles.

Des milliers de oulémas et de personnes de la région et du centre du pays ont appris le saint Coran au niveau de cette dernière, ajoutera-t-il. Selon des informations locales, l'émir Abdelkader, lors de son séjour dans la région, a dirigé une prière et tenu un prêche au minbar de cette mosquée, se targuera le cheikh. Cette manifestation coïncide avec la semaine culturelle de Dellys qui a été inaugurée le 7 mai et s'étalera jusqu'au 12 mai.

A. Kichni

Deux individus placés sous mandat de dépôt à Boumerdès

Abus sexuel et menaces contre des mineures

Dans le cadre de la lutte contre le crime et la criminalité sous toutes ses formes et la protection des personnes, les éléments de la police criminelle de Boumerdès ont traité deux affaires de meurs et atteinte aux personnes. L'une concerne un jeune de 19 ans habitant la wilaya de Tizi-Ouzou qui est à l'origine d'abus sexuels sur une mineure de 17 ans habitant Boumerdès. C'est à la suite d'une plainte déposée par la mère de la victime faisant état d'agression sexuelle dont a été victime sa fille, que les policiers ont déclenché une enquête et procédé à l'arrestation du mis en cause. Ce dernier a d'abord

réfuté toutes les accusations portées contre lui. Ce n'est qu'au cours de l'interrogatoire qu'il a avoué que la jeune fille l'a accompagné en son domicile pendant 3 jours. Il a été placé sous mandat de dépôt par le procureur de la République près le tribunal de Boumerdès. Quant à son père, au courant de l'affaire, il a bénéficié de la citation directe.

La deuxième affaire concerne les menaces de mort dont a été victime une mineure de 17 ans habitant Boudouaou par son compagnon âgé de 20 ans. Les investigations entreprises par la police de

recherche ont révélé que la détérioration des relations et les liens entre les deux jeunes seraient à l'origine de ces menaces. Il a adressé des messages de menaces par SMS et des agressions contre la victime ont été confirmées par des certificats médicaux établis par un médecin légiste. Au cours de l'interrogatoire, le mis en cause a reconnu les faits et ses agissements envers la jeune fille. Déféré au parquet, il a bénéficié de la citation directe et est poursuivi pour menace de mort par le magistrat instructeur du tribunal de Boudouaou.

A. K.

Tizi-Ouzou/ Pour rendre compte des efforts de développement local

Actualisation du site de la wilaya

Les directeurs de l'exécutif de la wilaya de Tizi-Ouzou ont été instruits par le wali d'actualiser leurs données mises en ligne sur le site web officiel de la wilaya afin d'informer le citoyens des efforts de développement local, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication. Dans la note adressée jeudi par le wali, Abdelkader Bouazghi, aux membres de l'exécutif, et diffusée sur le site de la wilaya, il leur est demandé de prendre leurs dispositions en vue de communiquer, à la cellule de la communication du cabinet, «toutes les informations, les plus récentes possibles, concernant leurs secteurs respectifs, tels que l'état d'avancement des opérations, les documents photographiques, les maquettes, les avis relatifs aux marchés publics et les différentes activités liées aux secteurs». Dans ce même courrier, le chef de l'exécutif rappelle le but assigné à ce site web public qui est d'infor-

mer les citoyens sur les actions de développement menées au niveau local dans le but de répondre à leurs besoins et d'améliorer leur cadre de vie. «En diffusant par le biais de ce site des informations actualisées, nous informons nos citoyens, qui

sont les premiers bénéficiaires du développement local, de tous les efforts que déploient les pouvoirs publics», est-il souligné dans ce même document. Cette instruction est une réponse au souhait exprimé à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale

de la presse par les représentants de la presse locale qui ont relevé que les pages de certaines directions ne sont pas mises à jour et diffusent des informations dépassées, datant de quelques années, de voir ce site web actualisé régulièrement.

Farid K./APS

Ouargla

Une moisson de plus de 7 500 quintaux de céréales attendue

UNE PRODUCTION de plus de 7 500 quintaux de céréales est attendue, à l'issue de la campagne moisson-battage de la saison agricole 2014-2015, lancée dans la wilaya de Ouargla, selon les estimations de la direction locale des services agricoles (DSA). Les services agricoles s'attendent à une moisson dominée par le blé dur avec plus de 7 000 quintaux, le reste étant consacré à l'orge, pour cette campagne lancée depuis Gassi-Touil, dans la commune de Hassi-Messaoud. La superficie consacrée cette année à la céréaliculture est de l'ordre de 380 hectares, dédiés au blé dur (260 ha) et le reste à l'orge, a précisé le directeur des services agricoles, Ahmed Zoubir. Cette superficie est répartie sur le territoire des communes de Ouargla, Hassi-

Benabdallah et Hassi-Messaoud. La campagne moisson-battage a été lancée par le wali de Ouargla, Ali Bouguerra, au niveau d'une exploitation privée de Gassi-Touil. L'exploitation, qui consacre aussi une partie de sa superficie à l'oléiculture, dispose de 6 forages de 160 mètres de profondeur et débitant 40 litres/seconde, en plus d'un réseau d'irrigation principal de 500 mètres et d'un autre secondaire de 4 000 mètres. Pour les besoins de cette campagne, ont été mobilisés trois moissonneuses, deux botteuses, six camions et deux tracteurs, selon les représentants de la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) de la wilaya qui se charge de la collecte de la production.

A.O./APS

Oran Réception de plus de 700 logements avant le mois de ramadhan

LA RÉCEPTION de 704 logements sociaux locatifs dans la wilaya d'Oran est prévue avant le mois de ramadhan, a-t-on appris du wali, Abdelghani Zaalane. Les 704 logements, dont les travaux de réalisation ont été achevés à travers plusieurs communes de la wilaya, ont été recensés et seront réceptionnés dans les prochaines semaines, a indiqué M. Zaalane lors d'une rencontre sur le développement local ayant regroupé, au siège de la wilaya, les responsables de différents secteurs. Des comités seront constitués pour mettre au point les listes des bénéficiaires de ces logements en coordination avec les services de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), a-t-il ajouté. Les logements à réceptionner sont répartis à travers nombre de communes de la wilaya dont notamment El Kerma, Es-Sénia et Oued Tlalat.

S.T.

Skikda Raccordement de plus de 2 000 foyers au réseau de gaz naturel

PAS MOINS de 2 063 foyers ruraux situés dans trois communes de la wilaya de Skikda ont été raccordés au réseau de distribution publique de gaz naturel, a-t-on constaté. Les familles bénéficiaires résident à Menzel el Abtal, dans la commune d'Azzaba (878 foyers), Ain Bouziane (677), Chebikia et Laâtassa (416), et El Hasshassia (92), dans la commune d'Ain Cherchar. Cette opération, la seconde en 2015 après le raccordement en janvier dernier des habitants du lieu-dit Zaouia (Azzaba), a nécessité un investissement public de 109 millions de dinars, selon le directeur local de la Société de distribution de l'électricité et du gaz-Est, Ali-Djalil Abdelmoumen. Ce responsable, affirmant qu'il est prévu le raccordement de plusieurs autres localités «avant» le mois de ramadhan, a souligné que le taux de couverture de la wilaya de Skikda par le gaz naturel est de l'ordre de 53%.

R.R.



Tunisie

Un Conseil ministériel examine la question des biens confisqués

■ Le Chef du gouvernement, Habib Essid, a présidé un Conseil ministériel restreint consacré à la question des fonds et biens confisqués.

Par Mondji T.

Le Conseil a passé en revue un rapport du ministère des Finances sur la gestion des fonds et biens confisqués ainsi que deux autres rapports du ministère des Domaines de l'Etat sur les travaux de la Commission de confiscation et la Commission nationale de gestion des fonds et biens concernés par la confiscation. La réunion a, par ailleurs, permis d'aborder les problèmes liés au manque de coordination entre les différents intervenants autour du dossier des sociétés confisquées, outre la concrétisation de plusieurs décisions adoptées par la commission de gestion des sociétés. Les participants ont également évoqué la situation juridique d'un nombre de sociétés confisquées, l'arrêt d'activités de certaines et la détérioration de la situation d'autres. Ainsi, le Conseil restreint a insisté sur la nécessité de trouver les solutions visant à surmonter ces difficultés, réitérant le transfert de la propriété des biens confisqués au profit de la collectivité publique et l'injection des recettes de leur cession dans le budget de l'Etat. Le Conseil ministériel a également décidé de mettre en œuvre le plan d'action actuel concernant les participations confisquées et dont la cession a été autorisée dans le cadre du programme des années 2013, 2014 et 2015 mais non réalisées et au nombre de 16 sociétés. Il a, par ailleurs, été décidé de doter la société «Gammarth Immobilière» des ressources humaines et logistiques nécessaires afin de lui permettre de céder les biens confisqués, sachant que le plan d'action vise à céder 22 biens immobiliers en 2015. Il s'agit, en outre, de charger la société Cruise Tours d'accélérer la cession des voitures et yachts confisqués. Dans le même contexte, le Conseil a décidé de



Ph. : DR

créer une cellule en charge du dossier de la confiscation auprès des services du chargé des litiges de l'Etat. Le nombre de sociétés confisquées a atteint 546 représentant une valeur estimée à 1 862 millions de dinars dont 696 millions de dinars reviennent à l'Etat. Le total des décisions de confiscation relatives aux droits de propriété confisqués aux personnes physiques a atteint actuellement 519. S'agissant des dettes des personnes dont les fonds et les biens ont été confisqués et présentées à la commission de gestion par celle de la confiscation, elles sont estimées à 1 410 millions de dinars dont 901,522 millions de dinars de dettes confirmées et 508,771 millions de dinars de dettes ne l'étant pas. A souligner que les dettes publiques ont atteint 764,2 millions de dinars sur un total de 901,522 millions de dinars de dettes confirmées.

La loi de finances complémentaire présentée à l'ARP mi-juin

La présidence du gouvernement a rendu public, à l'issue de ce Conseil ministériel, un communiqué expliquant les principaux dossiers débattus, à savoir la situation sécuritaire dans le pays, l'approvisionnement du marché, la maîtrise des prix, l'avancement de l'exécution du budget de l'Etat au titre de l'année 2015 ainsi que les grandes lignes de la loi des finances complémentaire de 2015.

Selon le même communiqué, l'accent a été essentiellement mis sur l'accélération du rythme quant à l'exécution des projets déjà programmés, tout en assurant leur suivi.

A cette occasion, le calendrier relatif à la préparation du projet du budget de l'Etat complémen-

taire pour 2015, a été fixé lors de ce Conseil, et sera présenté devant l'Assemblée des représentants du peuple (ARP) à la mi-juin 2015.

Le Conseil ministériel a également examiné, le projet de loi concernant l'adoption de l'accord-cadre portant sur la coopération commerciale et économique entre le gouvernement tunisien ainsi que le marché commun des pays d'Amérique du Sud (Mercosur).

Par ailleurs, au cours de cette réunion, le Conseil a étudié deux projets de décrets gouvernementaux. Le premier projet concerne l'amendement du décret n° 1698 de l'année 2012.

Le 2^e projet, quant à lui, porte sur le décernement d'un prix national pour la qualité au titre de l'année 2014, au profit de trois entreprises économiques.

M.T./agence

Libye

Les subventions des denrées alimentaires maintenues

Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale a décidé de maintenir la politique de subvention des produits alimentaires de base, en dépit de la chute des revenus pétroliers provoquée par la baisse de la production et l'effondrement des prix du brut, rapportent des médias. Ainsi, les subventions continueront pour les produits de base, tels que la farine, le riz, le sucre, l'huile de cuisson et la tomate concentrée, que le Fonds de stabilisation des prix devrait fournir sur le marché, conformément aux procédures et règlements en vigueur, a rapporté le site Le Maghreb.

Le Fonds de régulation des prix a été mis en place pour parvenir à la stabilité dans les prix des produits et services et favoriser leur accès avec un coût approprié pour tous les citoyens.

Il est aussi chargé d'identifier les produits et services à fournir et s'engage à les subventionner sur décision des ministères compétents.

La Libye dépense jusqu'à 1,6 milliard de dollars par année pour fournir des produits alimentaires de base aux citoyens. Les subventions aux carburants et aux matières premières atteignent dans le budget général de l'Etat pour l'année en cours jusqu'à 11,3 milliards de dollars, en hausse de 7,6 pc par rapport au budget de l'an dernier.

Une étude de la Banque mondiale avait recommandé, en mai dernier, la nécessité de réduire les subventions sur les biens de consommation en Libye sur des étapes successives, en les étalant sur une période plus large, pour conduire à des économies finan-

cières dans le budget, en prenant soin de ne pas provoquer une agitation sociale.

L'étude a confirmé que l'annulation des subventions des produits alimentaires et du carburant allait augmenter le taux de pauvreté d'environ quatre pour cent à 21,7 pour cent et que l'octroi de la valeur des subventions sous forme de soutiens financiers directs aux citoyens serait suffisant pour stabiliser le taux de pauvreté.

La Libye, plongée dans le chaos et dirigée par deux gouvernements et parlements rivaux, est livrée aux milices depuis le renversement de l'ancien dirigeant Mouammar Kaddafi au terme de huit mois de soulèvement en 2011.

Faten D. /AP

Sahara occidental Le Polisario condamne le rôle négatif joué par la France dans le conflit

LE SECRÉTARIAT National du Front Polisario a condamné le rôle négatif joué par la France à travers «le soutien permanent aux politiques expansionnistes et d'occupation marocaines au Sahara occidental», rapporte l'agence de presse sahraouie (SPS). Dans un communiqué rendu public à l'issue des travaux de la 11^e session, de son secrétariat national, le Front Polisario a accusé la France d'être responsable de la prolongation du conflit, et lui demande de faire «une pause de rectification historique» en vue d'appliquer la légalité internationale, en vue de mettre fin aux souffrances du peuple sahraoui et contribuer efficacement à la défense de la paix et la stabilité dans toute la région. «La France, profitant de son droit de veto au Conseil de Sécurité, bloque les efforts de l'ONU visant à mettre fin au conflit quadragénaire au Sahara Occidental, ancienne colonie espagnole envahie par le Maroc en 1975, avec le soutien de Paris», a-t-on ajouté.

Le Front Polisario a, en outre, indiqué que sa collaboration avec les Nations unies «est assujettie à un traitement sur pied d'égalité avec les parties belligérantes», plaçant pour un «cadre clair et sans ambiguïté pour permettre au peuple sahraoui de jouir de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 et en application du plan de paix conjoint de l'ONU et l'Union africaine de 1991 signé par les deux parties et approuvé par le Conseil de sécurité».

Par ailleurs, le Front Polisario a appelé l'Espagne à assumer sa responsabilité juridique, politique et morale envers le peuple sahraoui, à travers l'adoption en tant que membre du Conseil de sécurité d'«une position cohérente avec son statut de puissance administrante dont le devoir est de décoloniser le Sahara occidental à travers l'exercice du droit du peuple sahraoui à la liberté et à l'indépendance».

R.G./SPS



Yémen

Raids contre l'aéroport et un fief rebelle après une offre de trêve

■ La coalition arabe dirigée par l'Arabie saoudite a bombardé hier l'aéroport international de Sanaâ et le bastion des rebelles dans le nord du Yémen, quelques heures après avoir proposé une trêve humanitaire à partir de la semaine prochaine.

Par Ali O.

Le tarmac du principal aéroport de la capitale Sanaâ aux mains des rebelles houthis a été visé par deux roquettes, ont indiqué des témoins alors que l'Autorité de l'aviation civile devait le rouvrir momentanément pour recevoir les aides destinées à la population prise au piège du conflit depuis plus d'un mois.

L'ONU et les organisations humanitaires ont maintes fois critiqué les multiples frappes de la coalition contre l'aéroport, une voie «vitale» selon elles pour transporter les secours dans le pays en proie à toutes sortes de pénuries -nourriture, carburant, médicaments.

La situation humanitaire au Yémen, soumis à un blocus aérien et maritime de la coalition, est jugée «catastrophique» par des ONG et l'ONU. L'Unicef a prévenu que si les restrictions aux importations continuaient, «elles feront plus de morts que les balles et les bombes dans les prochains mois».

Plus de 1 400 personnes ont été tuées, des milliers d'autres blessées et autant de déplacées dans le conflit selon l'ONU. La



campagne aérienne lancée le 26 mars pour empêcher les rebelles, soutenus par l'Iran, de prendre le contrôle total du pays, n'a pas fait reculer les insurgés même si elle a réduit leurs moyens militaires.

Toute la nuit, la coalition a bombardé Saada, bastion rebelle dans le nord du Yémen situé à la frontière de l'Arabie saoudite, d'où plus de 800 familles ont fui depuis vendredi, selon les témoins.

Le village de Marran, d'où est originaire le chef des rebelles, Abdel Malek Al-Houthi, a été visé aussi bien par les frappes aériennes, que par l'artillerie saoudienne de l'autre côté de la frontière. Selon la télévision des Houthis, des dizaines de roquettes se sont abattues sur le village.

Le réseau de télécommunications à Saada a été coupé en raison des bombardements.

Les raids à Saada ont suivi un pilonnage rebelle de la région frontalière saoudienne de Najrane qui a tué dix civils cette semaine. Pour Ryad, les insurgés doivent «payer cher» le fait d'avoir franchi cette

«ligne rouge». C'est depuis Saada que les Houthis, aidés des soldats partisans de l'ex-président Ali Abdallah Saleh, ont lancé en juillet 2014 l'offensive qui leur a permis de s'emparer de vastes zones du centre et de l'ouest de ce pays pauvre et instable de la péninsule arabique, dont Sanaa.

Alors qu'aucune solution au conflit n'est en vue, l'Arabie saoudite a annoncé un cessez-le-feu de cinq jours à partir de mardi prochain à condition que les rebelles s'engagent à le respecter.

Les responsables de la rébellion étaient toujours injoignables hier en milieu de journée pour connaître leur réponse à l'annonce de Riyad où le président Abd Rabbo Mansour Hadi s'est réfugié après avoir fui la ville d'Aden (sud) devant la progression des Houthis.

«Nous avons décidé que le ces-

sez-le-feu commencerait mardi 12 mai à 23h00 locales et durera cinq jours, renouvelables s'il est respecté», a indiqué le ministre saoudien des Affaires étrangères Adel al-Jubeir après une réunion à Paris entre des dirigeants du Golfe et le secrétaire d'Etat américain John Kerry.

«Le cessez-le-feu s'arrêtera s'ils ne respectent pas l'accord», a souligné Jubeir.

Son homologue américain a aussi conditionné la trêve à une acceptation des Houthis «qu'il n'y ait ni bombardements, ni tirs, ni mouvements de troupes ou de manœuvres pour se repositionner, ni aucun déplacement d'armes lourdes».

Sans les citer, John Kerry a «encouragé» l'Iran et la Russie, «pays qui ont le plus d'influence» sur les rebelles à les «pousser» à accepter les termes d'une trêve, assurant que les États-Unis seraient en contact avec Moscou et Téhéran à cette fin.

Les relations entre les deux puissances régionales, l'Iran chiite et l'Arabie saoudite sunnite, se sont détériorées avec le conflit au Yémen. Téhéran dément systématiquement les accusations saoudiennes d'aide militaire aux rebelles.

Les dirigeants des six monarchies du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, Bahreïn, Oman, Emirats arabes unis, Koweït) seront accueillis mercredi par Barack Obama à la Maison-Blanche avant de se retrouver le lendemain à Camp David, le président américain cherchant à les rassurer sur le bien-fondé de sa politique d'ouverture à l'égard de l'Iran et d'un éventuel accord sur le programme nucléaire controversé de Téhéran.

A. O.



Points chauds

Colère

Par Fouzia Mahmoudi

Visiblement ulcéré d'avoir été suspendu du parti qu'il a fondé par sa propre fille, Jean-Marie Le Pen ne compte pas se murer dans le silence, loin de là. La stratégie du patriarche du FN pour laver l'affront dont il estime avoir été la victime est de s'attaquer le plus violemment possible au parti qu'il a présidé durant plus de trente ans. Ainsi, aujourd'hui, plutôt que de prétendre comme il l'a toujours fait ces dernières années, depuis que sa fille a pris sa relève, que le parti frontiste a toutes ses chances pour gagner la présidentielle, il assure à qui veut l'entendre que le FN n'est pas prêt de gouverner. En effet, il estime désormais que le Front national est «loin» d'être «aux portes» du pouvoir. C'est ce qu'il a affirmé dans la déclaration qu'il a prononcée devant les instances du FN lundi et publiée sur son site internet, ce vendredi. «On craint (au FN) d'avoir mauvaise réputation républicaine. Sommes-nous devenus le premier parti antifasciste et antiraciste de France ? Laissons ces tristes hochets à nos ennemis et soyons fiers d'être le parti des patriotes français et des patrias du drapeau tricolore», estime Le Pen dans cette déclaration qu'il a lue devant la quarantaine de membres du bureau politique du parti, réunis lundi au siège du FN à Nanterre. «Ce sont les événements qui nous rallient l'opinion de nos concitoyens. L'aggravation inéluctable de la situation (à laquelle il faudra remédier après) peut nous conduire au pouvoir et à ses terribles responsabilités, mais nous n'en sommes pas aux portes, loin de là», poursuit-il. «Le fait, réel, d'arriver en première position lors des européennes et des départementales», en mai 2014 et en mars 2015, «ne doit pas nous aveugler. Le chiffre des voix obtenues doit être la vraie référence. Notre organisation, en progrès, reste très imparfaite, ainsi que la formation de nos cadres», assure le président d'honneur suspendu lundi de sa qualité d'adhérent du FN. «Ne nous faisons pas d'illusions sur la force réelle du mouvement», insiste-t-il. Jean-Marie Le Pen s'indigne aussi longuement d'avoir été convoqué par «la présidente du mouvement», sa fille, devant le bureau exécutif du parti réuni en instance disciplinaire. Marine Le Pen lui a reproché un entretien à BFM TV-RMC où il répète sa vision des chambres à gaz, «détail» de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et un autre à l'hebdomadaire d'extrême droite où il défend notamment le maréchal Pétain. Jean-Marie Le Pen, lundi, a refusé de se rendre devant ce bureau exécutif, la plus haute instance du parti, préférant s'exprimer devant le bureau politique, organe plus large, qui a fini par adopter à une majorité écrasante une motion désapprouvant ses propos. «Je ne connais pas les griefs qui ne peuvent être que gravissimes pour justifier cette incroyable procédure», dit-il. Il a ensuite été suspendu et un congrès extraordinaire a été convoqué pour supprimer des statuts frontistes le titre de président d'honneur. Reste à savoir si ces événements auront un impact sur l'ascension jusque-là ininterrompue du Front National, ou si au contraire débarrassé de l'ombre raciste et xénophobe de son père Marine Le Pen arrivera à convaincre encore plus de français qui jusque-là pouvaient être indisposés par la présence pesante de Jean-Marie Le Pen au devant de la scène. F. M.

Corée du Nord

Lancement réussi d'un missile balistique sous-marin

La Corée du Nord a affirmé hier avoir procédé avec succès au lancement d'un missile balistique sous-marin, décrit comme une «arme stratégique de niveau mondial». «Un tir d'essai d'un puissant missile stratégique sous-marin a eu lieu», a annoncé l'agence de presse officielle KCNA, ajoutant que «le missile balistique a été conçu à l'initiative personnelle du Commandant suprême de l'Armée du Peuple coréen Kim Jong-Un».

Le leader nord-coréen, qui a supervisé en personne l'opération de lancement, s'est félicité de ce «succès révélateur», le mettant sur un pied d'égalité avec le lancement en 2012 d'un satellite par le pays, selon KCNA.

L'armée nord-coréenne possède désormais «une arme stratégique de niveau mondial capable de frapper et d'annihiler dans toutes les eaux les forces hostiles épiant sur la souveraineté et la dignité (de la Corée du Nord) ainsi que de mener des opérations sous-marines», a affirmé Kim Jong-Un, cité par l'agence.

L'annonce de ce tir de missile, sur lequel aucun détail n'a été

communiqué et qui n'a pas été confirmé de source indépendante, intervient après que Pyongyang ait rejeté des critiques des États-Unis, qui l'accusaient de développer un programme de missile balistique sous couvert de recherche spatiale, en violation des sanctions des Nations unies.

S'il y a peu de doutes quant à l'existence d'un programme actif de développement de missile balistique en Corée du Nord, les experts sont divisés quant à son avancement réel.

Des analystes américains de l'Institut américano-coréen de l'Université Johns Hopkins de Baltimore estimaient récemment que le développement de missiles balistiques sous-marins serait extrêmement coûteux pour Pyongyang et prendrait vraisemblablement «des années».

«Si ce que dit la Corée du Nord est vrai, alors c'est arrivé bien plus tôt qu'on ne l'attendait», a réagi Dan Pinkston, spécialiste de la Corée à l'International Crisis Group de Séoul.

«Une capacité de missile balistique sous-marin renforcerait cer-

tainement la crédibilité des menaces de représailles du Nord, mais j'aimerais bien voir ce que disent les services de renseignement étrangers de ce test», a ajouté Pinkston.

L'annonce du tir d'essai d'un nouveau missile balistique sous-marin intervient au lendemain de menaces de Pyongyang, avertissant que son armée était prête à ouvrir le feu à vue et sans avertissement sur des navires militaires sud-coréens qui violent, selon elle, la frontière maritime entre les deux pays.

L'Armée populaire coréenne (KPA), nom officiel des forces de Pyongyang, a affirmé que 17 patrouilleurs rapides sud-coréens avaient pénétré dans les eaux territoriales nord-coréennes pendant la première semaine de mai «sous le prétexte» d'intercepter des bateaux de pêche chinois.

En cas de réponse armée sud-coréenne, la KPA répliquera par d'autres «frappes de représailles» contre ces navires, selon le communiqué diffusé vendredi par KCNA.



Du cinéma à la salle Ibn Khaldoun Quatre films à l'affiche

■ La salle Ibn Khaldoun propose pour son public en ce mois de mai un programme cinématographique répondant à tous les goûts. Ce cycle cinématographique qui se poursuit jusqu'au 24 mai est une occasion pour assister à la projection de quatre longs métrages. Il s'agit de «Les pingouins de Madagascar» de Simon J. Smith et Eric Darnell, «En route» de Tim Johnson, Kingsmen, «Diversion» de Glenn Ficarra et John Requa ainsi que «Certifiée Halal».

Par Abla Selles

Les amoureux du neuvième art seront gâtés en ce mois de mai à Alger. En effet, c'est dans le cadre d'un court programme cinématographique que la salle Ibn Khaldoun accueille les cinéphiles à partir d'aujourd'hui et jusqu'au 24 du mois de mai courant. Il s'agit d'une brochette de longs métrages qui répond à tous les goûts. De la fiction, du rire et des films d'action seront projetés au bonheur des Algérois.

Organisé par l'établissement Arts et culture de la wilaya d'Alger, ce cycle cinématographique est une occasion de visiter le cinéma international.

Cinq longs métrages sont programmés durant cette période. Il s'agit du «Les pingouins de Madagascar» de Simon J. Smith et Eric Darnell. Pour sauver le

monde du terrible Docteur Octavius, les pingouins devront s'associer à la très chic organisation de la North Wind menée par le superbe husky au nom classé secret. Les amoureux de ce genre de film vont se régaler puisqu'il sera projeté durant quatre jours.

Le deuxième long métrage proposé est un film d'animation intitulé «En route». Réalisé par Tim Johnson, ce film est imaginaire et plein de trouvailles fera le bonheur de tous les enfants qui iront le voir.

«Kingsmen» est aussi un des films au menu de ce mois. Il revient sur l'histoire de l'élite du renseignement britannique en costumes trois pièces, est à la recherche de sang neuf. Pour recruter leur nouvel agent secret, elle doit faire subir un entraînement de haut vol à de jeunes pri-



vilégiés aspirant au travail rêvé. L'un d'eux semble être le candidat «imparfaitement idéal» : un jeune homme impertinent de la banlieue londonienne nommé Eggsy.

Les fans de Will Smith le retrouvent lors de ce programme cinématographique. Cet acteur sera présent avec «Diversion» qui sera projeté durant une douzaine de jours.

Réalisé par Glenn Ficarra et John Requa, ce film relate l'histoire d'une relation entre un arnaqueur professionnel et une apprentie criminelle. Chacun

d'entre eux ne fait que perturber les affaires de l'autre.

«Certifiée Halal» est le dernier film proposé durant ce cycle cinématographique. L'histoire se déroule dans un village reculé du Maghreb, deux convois nuptiaux se télescopent autour du petit édifice du Marabout. Dans la confusion, les familles se trompent de mariées, identiquement voilées. Sultana, la fille du douar et Kenza, une jeune Française mariée de force par son frère, vont révolutionner, chacune à leur manière, ce petit monde traditionnel. **A.S.**



Théâtre

La pièce «Salah-Bey» chaleureusement accueillie

La pièce «Salah-Bey» du théâtre régional de Constantine (TRC) a été chaleureusement accueillie, vendredi soir à Jijel où elle a été présentée à la maison de la culture Omar-Oussedik. Programmée dans le cadre de la manifestation «Constantine, capitale de la Culture arabe 2015», cette œuvre a été suivie avec beaucoup d'intérêt par un public averti et connaisseur du 4^e art.

C'est «un voyage à travers le temps et l'espace», a indiqué à la presse un spectateur, admiratif devant l'excellente prestation de la troupe du TRC, bien rodée aux arcanes des planches.

La pièce d'une durée de 90 minutes, réalisée par Mohamed-Tayeb Dehimi, sur un texte de Saïd Boulmerka, montre le person-

nage de Salah, âgé de 16 ans, débarquant au port d'Alger en provenance d'Izmir (Turquie). Survient ensuite une voyante qui prédit un avenir radieux et éblouissant à celui qui sera le futur Bey de Constantine.

Il s'agit d'une «histoire relue de Salah Bey», le metteur en scène et l'auteur du texte ayant mêlé l'histoire à la fiction pour présenter un travail artistique adapté aux planches, a déclaré M. Dehimi à la presse.

S'agissant de l'histoire du voile noir (M'laya), porté par les femmes à Constantine et dans la région Est du pays en signe, dit-on, de deuil après l'exécution du bey, le metteur en scène a estimé qu'il s'agit-là d'une «contrevérité historique». Pour Dehimi, les Constantinoises n'ont jamais porté le deuil

de Salah Bey car ce voile sombre était «venu bien avant, avec l'Etat fatimide». «Nous avons été suffisamment gavés de fausses vérités et de mensonges et il est temps de s'attaquer à d'autres légendes qui ont corrompu l'histoire de la ville des Ponts», a tenu à commenter l'homme de théâtre constantinois dont la toute dernière œuvre est venue enrichir le riche répertoire du théâtre de l'antique Cirta.

Pour rappel, la maison de la culture de Jijel abritera, lundi après-midi, une autre pièce de théâtre intitulée «Ettahaouetele» (les mutations), une production du théâtre régional de Souk Ahras. **L.B.**

Constantine capitale de la culture arabe

Les Constantinois séduits par la pièce «Youghourta»

La pièce «Youghourta» dont la générale a été donnée ce week-end a séduit le nombreux public constantinois présent au théâtre régional de Constantine (TRC). Cette œuvre de l'association du nouveau théâtre des Issers (Boumerdès), écrite par le regretté Abderrahmane Madoui, pionnier de la bande dessinée algérienne, et mise en scène par Abderrezak Kouadiri Habaz, décrit le parcours du roi numide Youghourta. Le public qui a assisté à la première représentation de cette pièce a été épaté par le talent du jeune Ahmed Deham, à l'image du réalisateur

Ali Aissaoui qui n'a pas tari d'éloges sur la prestation du personnage principal de l'œuvre. Le roi numide, fils de Mastanabal, frère de Micipsa et petit-fils du Grand Massinissa, n'avait d'autre souci que de protéger le royaume numide contre les Romains. Il était tellement rusé, si expérimenté au plan militaire qu'il dérouta ses ennemis qui ne savaient plus quoi faire, donner du crédit à ses offres de paix ou le combattre. Ce stratège qui a brouillé toutes les cartes, avait fait preuve de la plus grande vaillance en menant de sanglantes batailles. Son passage

glorieux dans la capitale Cirta est détaillé dans cette pièce présentée à l'occasion de la manifestation «Constantine capitale de la culture arabe».

Au fond, ce que craignait le plus Youghourta, c'était la trahison. Il avait raison car, même s'il croyait pouvoir y échapper en multipliant les déplacements, il finira par être trahi par son beau-frère Bocchus, roi de Maurétanie qui l'a livré à Rome.

La forte personnalité de Youghourta a été magnifiquement rendue dans cette œuvre théâtrale qui a suscité beaucoup d'émotion et aussi beaucoup de

fierité chez les descendants de ce roi.

L'objectif recherché à travers cette pièce qui met en lumière une page glorieuse de l'histoire de l'Algérie et de Constantine, est de transmettre aux jeunes générations de se convaincre que le peuple d'Algérie possède un riche passé qui doit être davantage mis en valeur.

Cette pièce théâtrale, huitième production de l'association du nouveau théâtre des Issers, sera encore présentée vendredi et samedi au grand public constantinois.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle El Mougat
Du 11 au 18 mai 2015 :
Projection du film Mascarade De Lies Salem, à raison de 4 séances : 14h, 16h, 18h et 20h.

Jeu 14 mai à 16h :
Concert de Lila Borsali à l'occasion de la sortie de son nouvel album Nouba Houn Es-selim.

Aïda Gallery
Jusqu'au 28 mai :
Exposition des céramistes sculpteurs contemporains Mohamed Belaid et Nathalie Andris.

Musée du Bardo
Jusqu'à fin mai :
Exposition autour des écritures, de leur genèse et du voyage des mots

Complexe culturel Abdelwahab-Salim (Tipasa)
Jusqu'au 18 mai à 14h :
A l'occasion du Mois du patrimoine, exposition collective photographique des maquettes de Nadjib Rahmani, Lamine Saou, et Benari Ali.
Samedi 16 mai à 15h :
À l'occasion de la journée de l'étudiant, spectacle artistique de la jeunesse avec C4ys-Rap, Sidou la dose, Rap Arslane, Moderne-Break danse.

Salle Ibn Khaldoun
Jeu 14 mai à 19h :
Dans le cadre du 16^e Festival culturel européen en Algérie, chanson française avec IGIT.

Musée national de l'enluminure, de la miniature et de la calligraphie
Jusqu'au 18 mai :
Exposition de calligraphie moderne par l'artiste Taïb Laïdi.

Galerie d'art Aïcha-Haddad
Jusqu'au 21 mai :
Exposition de l'artiste peintre Mohamed Djoua sous le thème : «Respirer la couleur»

Maison de la culture Ahmed-Aroua (Koléa) :
Du 10 au 13 mai :
3^e Salon national du costume traditionnel algérien des fêtes.
Horaires : de 10h à 19h.

Coup-franc direct

Mbolhi paye la faute d'autrui

Par Anouar M.



Le gardien de la sélection nationale, Raïs Mbolhi, ne figure plus en équipe nationale depuis quelque temps en raison de sa situation dans son club américain de Philadelphie. Il n'entre, en effet, plus, dans les plans du sélectionneur national, Gourcuff, étant donné qu'il ne joue plus avec cette équipe qu'il avait rejointe en début de saison. La faute incombe particulièrement à son agent qu'il lui a choisi cette équipe malgré le fait qu'il avait d'autres offres du vieux continent. Attiré par l'appât de gain facile, le manager du gardien des Verts a cru bon lui trouver une équipe qui le payerait grassement de par son statut d'international. Cependant, ce dernier a-t-il tenu compte des spécificités de ce championnat qui ne peuvent pas vraiment l'aider. Il faut dire que c'est un tout autre registre pour Mbolhi qui devait plutôt se tourner vers un championnat qui répondrait plus à ses caractéristiques. Il paye donc les erreurs d'autrui alors qu'il se devait de penser à sa carrière internationale qui est très importante et qui devait l'inciter à choisir un club qui l'aiderait dans son parcours. Pourtant, il avait vécu une situation similaire en Bulgarie, où il lui était très difficile de s'imposer étant donné que c'est un tout autre caractère et qu'il n'est pas facile pour lui de s'y adapter.

M. M.

FC Parme

Belfodil intéresse Trabzonspor aussi

LA FORMATION portugaise du Sporting Lisbonne, a entamé des discussions avec l'attaquant international algérien Ishak Belfodil, qui vient de résilier son contrat avec le FC Parme (Serie A italienne), rapporte vendredi la presse locale. Belfodil (23 ans) est également convoité par le club turc de Trabzonspor, où évoluent les deux défenseurs internationaux algériens, Carl Medjani et Essaid Belkalem. La presse turque a même fait état d'un accord du joueur pour rejoindre le club de la ville de Trabzon, avant que le club lisboète ne passe à la vitesse supérieure. Belfodil aura à remplacer son compatriote et coéquipier en équipe nationale, Islam Slimani, qui devrait quitter Lisbonne cet été. Belfodil a résilié son contrat jeudi après son refus de baisser son salaire, entre la période allant du 19 mars au 31 mai. Relégué en Serie B et déclaré officiellement en faillite le 19 mars dernier, la direction du club



parmesan a proposé aux joueurs de baisser leur salaire pour essayer d'effacer une dette qui s'élève à 50 millions d'euros. De retour à Parme cette saison après une année passée à l'Inter Milan puis Livourne (Italie), Belfodil, auteur d'un seul but cette saison, a vécu une situation très difficile avec son club, dernier au classement de la Série A.

ES Sétif

Khedairia devrait prolonger

LE GARDIEN de but de

l'ES Sétif (Ligue 1 algérienne de football) Sofiane Khedairia, dont le contrat arrivera à son terme en juin prochain, a décidé de prolonger son bail, a appris l'APS vendredi auprès du club phare des Hauts-Plateaux. Après avoir songé sérieusement à mettre fin à son aventure avec l'Entente, le portier a fini par être convaincu par le discours du président Hassan Hammar. Khedairia avait rejoint l'ESS en 2012 en provenance du FC Le Mans (National/ France). Il fait partie



de la liste des 23 joueurs convoqués par le sélectionneur national, Christian Gourcuff, pour la réception des Seychelles le 13 juin à Blida (20h30), dans le cadre de la 1^{re} journée (Gr J) des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 prévue au Gabon. Par ailleurs, Hassan Hammar a indiqué vendredi à la Radio nationale que son club allait engager «4 à 5 nouveaux joueurs» en vue de la saison prochaine, s'abstenant à dévoiler leurs noms.

USM Alger Cavali sur les tablettes de Haddad

La direction de l'USM Alger et son président, Haddad, est en contact avancé avec le coach du MC Oran, Jean Michel Cavali qu'il souhaite engager pour la saison prochaine.

Par Mahfoud M.

En effet, les dirigeants de la formation algéroise considèrent que l'Allemand, Pfiser, n'est pas vraiment fait pour prendre en main l'équipe surtout qu'il a échoué dans sa mission d'emmener l'équipe à recoller au peloton de tête après les contre performances enregistrées tout récemment, ce que soit à domicile ou à l'extérieur de leurs bases. Les dirigeants usmistes songent à la saison prochaine, en souhaitant bâtir une équipe capable de renouer avec les titres et pour cela il leur faudra un entraîneur qui aurait fait ses preuves. Le président de la formation de Soustara songe à contacter l'actuel coach du



Le coach français des Hamraoua intéresse Haddad

MCO, le Français, Jean Michel Cavali, et qui a réussi un excellent parcours avec la formation d'El Bahia. Il faut dire que Cavali connaît bien l'Algérie et son championnat pour avoir déjà pris en main la sélection nationale. Les fans des Rouge et Noir pensent que ce dernier est l'entraîneur qu'il faut pour leur équipe surtout qu'il est connu aussi pour sa rigueur et son sérieux. Par ailleurs, on apprend que les dirigeants ont pris attache avec l'entraîneur de la sélection du Qatar, l'ancien international, Djamel Belmadi, et qui aurait repoussé cette offre, surtout qu'il n'est pas emballé pour le

moment pour travailler en Algérie, lui qui dispose de nombreux contacts dans les pays du Golfe et il devrait prendre une décision finale dans les prochains jours. Quoi qu'il en soit, la direction de l'USMA se devrait de prendre une décision finale dans les prochains jours pour être fixé sur la saison prochaine et qui se prépare maintenant. Les Usmistes qui sont qualifiés pour la phase finale de la Ligue des champions d'Afrique veulent aller loin dans cette compétition et pourquoi pas atteindre la finale.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (28^e journée)

Le suspense reste entier pour l'accession

La lutte pour les deux derniers billets synonymes d'accession en Ligue 1 Mobilis de football bat son plein et à moins de deux journées de l'épilogue où rien n'est encore joué entre le RC Relizane, le DRB Tadjenant et l'O Médéa tout comme pour le maintien où plusieurs équipes sont concernées par la relégation. La vingt-huitième journée disputée ce vendredi a permis au promu le DRB Tadjenant de rejoindre le RC Relizane à la seconde place grâce à sa précieuse victoire contre le leader l'USM Blida qui avait déjà assuré son retour en Ligue 1. Les hommes de Liamine Bougherara ont peiné avant de s'imposer petitement grâce à un but de Amrani inscrit juste à l'entame de la seconde période. Grâce à cette précieuse victoire, le DRBT a fait un grand pas vers une montée historique en Ligue 1. De son côté, le RC Relizane est revenu bredouille de son déplacement à Saïda dans le derby de l'Ouest, qui a tenu toutes ses promesses et a permis au MCS de l'emporter sur des réalisations de Hanifi et Mokrani contre une réduction de score de Merzougui. En dépit de cette défaite, le RCR conserve

intactes ses chances de décrocher l'un des deux billets pour la montée. La bonne opération de la journée est réalisée par l'O Médéa qui revient à deux longueurs du duo «DRBT-RCR». Un but de Boulaïouidat sur penalty avant la pause permet à son équipe de rester en course pour l'accession. Le prochain match contre l'USM Blida dans le derby de la Mitidja s'annonce capital pour les Olympiques. Dans la bas du tableau, pas moins de cinq équipes sont sous la menace de la relégation. La 28^e journée a été marquée par la victoire de la lanterne rouge l'AB Merouana contre le CA Bordj Bou Arréridj (1-0). Un succès qui lui permet de garder un petit espoir de maintien à condition de remporter les deux derniers matches et attendre les résultats des autres équipes. Un scénario qui semble improbable. Le bénéficiaire de cette journée est incontestablement l'AB Boussaâda qui a assuré son maintien en Ligue 2 après sa victoire contre le CRB Ain Fekroune (2-1), tout comme la JSM Béjaïa qui s'est imposée contre le WA Tlemcen (2-1). En revanche, les choses se compliquent davanta-

ge pour les deux expansionnaires de Ligue 1 : le WA Tlemcen et le CRB Ain Fekroune condamnés à réagir avant qu'il ne soit trop tard tout comme l'USMM Hadjout.

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

MC Saïda - RC Relizane	2-1
ESM Koléa - AS Khroub	2-0
US Chaouia - CA Batna	1-0
O. Médéa - USMM Hadjout	1-0
DRB Tadjenant - USM Blida	1-0
Amel Boussaâda - CRB Ain Fekroune	2-1
AB Merouana - CA Bordj Bou Arréridj	1-0
JSM Béjaïa - WA Tlemcen	2-1

	Pts	J
1. USM Blida	51	28
2. RC Relizane	45	28
3. DRB Tadjenant	45	28
4. O. Médéa	43	28
5. CA Batna	40	28
6. MC Saïda	40	28
7. CA Bordj Bou Arréridj	39	28
8. AB Boussaâda	39	28
9. JSM Béjaïa	38	28
10. US Chaouia	37	28
11. AS Khroub	36	28
12. CRB Ain Fekroune	34	28
13. WA Tlemcen	32	28
14. USMM Hadjout	31	28
15. ESM Koléa	30	28
16. AB Merouana	27	28

Equipe algérienne de handball

Bouchekriou en pole position

Le technicien Salah Bouchekriou est pressenti pour occuper le poste de sélectionneur de l'équipe algérienne de handball, en remplacement de Réda Zeghili, dont le contrat n'a pas été renouvelé, a annoncé la Fédération algérienne de handball (FAHB) vendredi dans un communiqué. Réuni jeudi, le bureau fédéral de la FAHB a estimé que Bouchekriou, qui a eu déjà à diriger le Sept national à

deux reprises (1995-1996 et 2009-2013), «a le profil le plus indiqué pour les membres fédéraux», précise la même source. L'instance fédérale a souligné que des «pourparlers seront engagés avec l'intéressé». Après son départ des Verts, Bouchekriou (53 ans) avait dirigé ensuite la sélection du Bahreïn en 2013, avant de quitter son poste. L'équipe nationale de handball reste sur une participa-

tion «catastrophique» lors du dernier Mondial tenu en janvier dernier au Qatar, avec une peu reluisante 24^e et dernière place occupée au classement final. Le futur sélectionneur des Verts aura à préparer le Sept national pour le prochain Championnat d'Afrique, qui se jouera en janvier 2016 en Egypte, dont le vainqueur se qualifiera directement aux Jeux olympiques JO-2016 de Rio de Janeiro.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Point d'ordre Le RND bouge

Par Nazim Rochd

Deux sujets réaniment la scène politique algérienne léthargique, le retour probable de Ahmed Ouyahia, à la tête du RND et les remous qui agitent le parti des Frères du Mouvement de la société pour la paix, le MSP. Commençons par les Frères, qui n'en sont pas à une crise près, après les scissions qu'ils ont connues et les démissions en cascades qui s'en sont suivies, par suite de la perte de l'accès à l'ascenseur social et des passerelles vers les centres où se décident les affaires juteuses. Leur ex-chef, Bouguerra Soltani, dauphin attiré de feu Mahfoud Nahnah, père fondateur de la formation, est revenu jouer au trouble-fête, au détriment du chef en exercice, Abderrazak Mokri, reconverti dans «l'opposition», qui crie à la déstabilisation de ses militants. Il faut dire qu'en tant que leader de ladite Coordination pour les libertés et la transition démocratique (CLTD), conglomérat de sigles et de personnalités en mal d'ancrage populaire, il a une peur panique de perdre le privilège de pouvoir plastronner en rêvant d'un coup d'Etat «démocratique» où il serait aux premières loges. Etant donné que ce qui reste du MSP peut voler en éclats ou se ranger à l'idée de Soltani de mettre fin au cirque, en revenant dans le giron du «pouvoir». Si tant est que le «pouvoir» passe les turpitudes fréristes, lorsqu'ils ont versé dans les illusions verdoyantes du «printemps». Dans les deux cas, un drame pour lui, Mokri, payant les frais et promis à un rangement dans les tiroirs. Pour ce qui est de Ouyahia, qui est le

plus couru des deux, c'est l'ensemble des cadres du RND qui aurait sollicité qu'il reprenne les rênes du parti. La raison serait que le tenant actuel du poste s'est avéré trop mou dans la gestion de la formation. Il faut reconnaître qu'ils n'ont pas tort. La comparaison des deux hommes parle d'elle-même, si l'on se réfère à leurs bilans, en termes de rayonnement dans le paysage politique. Et il n'y a pas qu'au sein du RND que Ouyahia trouve grâce, paradoxalement il y a comme un air de satisfaction dans la presse dite d'opposition. Comme si elle était rassurée de sa «réhabilitation», comme si elle l'épargnait de ses traditionnelles attaques contre le «système». Aurait-elle convenu de cela ? Et plus encore, en sourdine on peut même entendre qu'il lui est reconnu d'être le seul à avoir de la «voix», une voix qui vaille, dans l'indigence régnante, «opposition» et sérail réunis. Certains augurent déjà qu'il est pressenti pour prendre en main les destinées du pays. Le jugement peut être sans appel. Toujours est-il que, sans aller chercher à percer le secret des dieux, il paraît évident que les Rndistes sont particulièrement soucieux de pouvoir jouer les premiers rôles, grâce à leur joker, en lieu et place d'un Bensalah effacé et très peu susceptible de faire le poids, quand il s'agira de mobiliser les foules ou même convaincre quelque cercle que ce soit de ses capacités de meneur. En attendant que les choses se décanent, dans le sens où elles vont, on peut être certains que le RND sera plus présent et que le «revenant» ne ratera pas l'occasion d'occuper du terrain. **N. R.**

Industrie

Etude lancée pour un label des produits algériens

UNE ÉTUDE pour l'élaboration d'un label destiné aux produits algériens a été initiée par le Forum des chefs d'entreprise (FCE), visant la promotion de la production nationale. «Un label pour identifier le produit national est un moyen pour informer le consommateur algérien dans un contexte de l'insertion de l'économie nationale dans le marché mondial», a indiqué, samedi, le président du FCE, Ali Haddad, lors de la cérémonie de lancement de l'étude pour la création d'un label «Origine Algérie Garantie (OAG)». Soulignant qu'elle prolonge la campagne «Consommer algérien» lancée récemment par les pouvoirs publics, il a considéré que cette initiative faisait partie de la vocation du FCE visant la promotion de la production nationale et «la

défense des intérêts de l'entreprise algérienne». Pour Haddad, ce label devient une nécessité dans la mesure où la production nationale se diversifie réellement tout en faisant face à la concurrence étrangère, ce qui rend difficile, parfois, pour le consommateur algérien de l'identifier avec précision. Réalisée par un bureau d'études algérien auprès de 1 200 entreprises, l'étude devrait être achevée d'ici à la fin de juin pour aboutir à la réalisation d'un cahier des charges qui expliquera les conditions de l'obtention de ce label, a expliqué à l'APS, en marge de la cérémonie, le vice-président du FCE, chargé des affaires économiques, Brahim Benabdeslem. Outre la promotion du produit national, l'objectif de cette initiative est de



Tizi Ouzou

La coordination des maires est née

■ La coordination des présidents des Assemblées populaires communales de la Wilaya de Tizi Ouzou a tenu, hier, au siège de l'Assemblée populaire de wilaya sa première réunion après quelques jours de sa constitution.

Par Hamid Messir

Plus d'une quarantaine de maires ont déjà rejoint les rangs de cette organisation dont ses principaux objectifs sont la réhabilitation du statut du président de l'Assemblée populaire communale (APC), la défense des prérogatives des APC et la promotion de la solidarité intercommunale. Selon son porte-parole, Alem Slimane, maire d'Ait Mahmoud dans la daïra d'Ath Douala (30 km au sud de la wilaya de Tizi Ouzou), l'espace de coordination est devenu plus que nécessaire pour une meilleure prise en charge des préoccupations de citoyens notamment l'intercommunalité dans la mise en œuvre des programmes de développement inscrits à l'indicatif de la wilaya. Comme il est question de

défendre les prérogatives des maires grâce à la solidarité entre les P/APC. Notre interlocuteur n'a pas manqué de souligner la coordination des P/APC de la wilaya de Tizi Ouzou qui sera aussi un cadre de réflexion, de concertation et de propositions pour une meilleure approche de l'affectation des opérations de développement quand leur utilité dépasse le stade d'une seule commune. Dans l'avant-projet de création de ladite coordination, plusieurs revendications ont été déjà énumérées notamment

l'abrogation de l'article 80 de la loi électorale qui hypothèque le fonctionnement de l'assemblée par une élection «hasardeuse du P/APC», le respect des textes qui fixent les attributions de l'assemblée et la promulgation des textes d'application de l'intercommunalité prévue dans le code communal. Il est à noter que la rencontre d'hier devait se pencher sur l'enrichissement, l'amendement et l'adoption de la coordination des présidents d'APC.

H. M.

Foire des micro-entreprises à Boumerdès Étudiants et jeunes diplômés affluent vers le centre d'exposition

APRÈS deux jours d'exposition, le rideau est tombé, jeudi dernier, sur la foire des micro-entreprises dans sa 5^e édition organisée par l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) à la Maison de la culture Rachid Mimouni de Boumerdès. Ladite structure s'est avérée exigeuse pour accueillir le nombre important d'exposants. Des bénéficiaires de crédits, dont des femmes au foyer, qui se sont distingués en présentant leur produit de la poterie, l'apiculture, la maroquinerie, la cordonnerie, les gâteaux, l'habillement traditionnel et tant d'autres activités qui nécessitent peu de moyens et d'espaces pour ne citer que la cuniculiculture (l'élevage des lapins) et la fabrication des cages pour oiseaux. Outre ces derniers, il y a lieu de citer la participation des centres de formation professionnelle de Béni Amrane et de Corso spécialisés pour les handicapés. Cette manifestation a été marquée par

le nombre important de visiteurs, des jeunes de différents âges sans emploi dont des étudiants et des stagiaires diplômés. Des explications sont fournies aux visiteurs quant aux conditions d'éligibilité au micro-crédit et la procédure à entreprendre pour acquérir un prêt sous les deux formules, à savoir le crédit destiné pour les projets dont le coût dépasse le 1 000 000 DA au titre de la création d'activité par l'acquisition de petits matériels, matières premières de démarrage et le paiement des frais nécessaires au lancement de l'activité et le prêt sans intérêt pour l'achat de matières premières dont le coût ne dépasse pas les 100 000 DA. Néanmoins, les journalistes sont restés sur leur faim en l'absence de statistiques ayant trait au nombre de bénéficiaires, notamment les femmes au foyer et les femmes rurales, les activités financées et aussi les montants alloués au cours de l'exercice écoulé.

A. Kichni